



## REGLEMENT DE CONSULTATION

POUR L'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 50/2021/ABHS

RELATIF A :

**FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME DE SURVEILLANCE ELECTRONIQUE AU  
BARRAGE BAB LOUTA**

**Réservé aux Petites et Moyennes Entreprises nationales**

**2021**

## SOMMAIRE

Article 1 : Objet du règlement de la consultation.....	3
Article 2 : Maître d'ouvrage.....	3
Article 3 : Répartition en lots.....	3
<b>Article 4 : Petite et moyenne entreprise .....</b>	<b>3</b>
Article 5 : Composition du dossier d'appel d'offres.....	3
Article 6 : Modification du contenu du dossier d'appel d'offres.....	3
Article 7 : Retrait du dossier d'appel d'offres.....	4
Article 8 : Demande et communication d'informations aux concurrents .....	4
Article 9 : Visite des lieux .....	4
Article 10 : Conditions requises des concurrents .....	4
Article 11 : Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents .....	5
Article 12 : Offre financière .....	7
Article 13 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents.....	8
Article 14 : Dépôt des plis des concurrents .....	8
Article 15 : Retrait des plis .....	9
Article 16 : Délai de validité des offres : .....	9
Article 17 : Délai de notification de l'approbation.....	9
Article 18 : Langue de présentation des dossiers.....	10
Article 19 : Monnaie convertible dans laquelle le prix des offres doit être exprimé .....	10
Article 20 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale.....	10
Article 21 : Les critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché .....	10

## **Article 1 : Objet du règlement de la consultation**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet la fourniture et l'installation d'un système de Surveillance électronique au barrage BABLOUTA relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret n° 2-12-349 est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n° 2-12-349 précité.

## **Article 2 : Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite à la présente consultation est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

## **Article 3 : Répartition en lots**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

## **Article 4 : Petite et moyenne entreprise**

Le présent appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise (PME) tel que défini dans l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2-12-349, et dans la loi 53.00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.

## **Article 5 : Composition du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- ✓ Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- ✓ Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- ✓ Le modèle de l'acte d'engagement ;
- ✓ Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- ✓ Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- ✓ Le présent règlement de la consultation.

## **Article 6 : Modification du contenu du dossier d'appel d'offres**

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publiées sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 19 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

## **Article 7 : Retrait du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) et sur le site de l'Agence : [www.abhsebou.ma](http://www.abhsebou.ma).

## **Article 8 : Demande et communication d'informations aux concurrents**

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni à un concurrent à sa demande sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des Marchés de l'Etat.

## **Article 9 : Visite des lieux**

Une visite des lieux sera organisée, conformément à l'article 23 du décret du 20 mars 2013 précité, à la date fixée par l'avis d'appel d'offres.

Il sera dressé un procès-verbal de la visite des lieux qui mentionnera les demandes d'éclaircissements et les réponses données aux concurrents concernés.

Ce procès-verbal est publié dans le portail des marchés publics et communiqué à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine.

Les concurrents qui n'ont pas assisté à la réunion ou qui n'ont pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamation sur le déroulement de la réunion ou de la visite des lieux tels que relatés dans le procès-verbal qui leur a été communiqué ou mis à leur disposition par le maître d'ouvrage.

## **Article 10 : Conditions requises des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2.12.349 précité :

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le décret 2.12.349, les personnes physiques ou morales, qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par les articles 138 et 159 du décret 2.12.349.
- les personnes visées à l'article 22 de la loi n° 78-00 portant charte communale promulguée par le dahir n°1-02-29è en date du 25 rajab 1423 (03 octobre 2002) pour les marchés des communes ;
- les personnes visées à l'article 24 de la loi n° 79-00 relative à l'organisation des collectivités préfectorales et provinciales promulguée par le dahir n°1-02-269 en date du 25 rajab 1423 (03 octobre 2002) pour les marchés des préfectures et provinces ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

#### **Article 11 : Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2.12.349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et une offre technique. Chaque dossier doit être accompagné d'un état des pièces qui le constituent :

##### **A- Un dossier administratif comprend :**

##### **1 - Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret 2.12.349.
- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret 2.12.349 ;

##### **2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2.12.349.**

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent; Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
  - ✓ Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
  - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a

constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2.12.349. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme, conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2.12.349 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur; (à fournir en original ou en copie certifiée conforme à l'original)
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.
- f) Les pièces complémentaires, concernant les petites et moyennes entreprises nationales (PME), prévues par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 3011-13 du 24 hijra 1434 (30 octobre 2013) portant application de l'article 156 du décret n°2-12-349 du 8 Jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics :
- ✓ L'attestation de CNSS justifiant que l'effectif employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes ;
  - ✓ La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires ou actionnaires ;
  - ✓ L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction générale des Impôts des deux derniers exercices.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

#### **B- Un dossier technique comprenant :**

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Des attestations ayant même nature ou similaire aux prestations objet du présent appel d'offres ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations similaires ou analogues à celles du présent appel d'offres (Fourniture et installation d'un système de vidéosurveillance électronique au barrage ou dans un grand ouvrage d'art). Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

## **C - Une offre technique comprenant :**

### **1) Les prospectus et tableaux comparatifs**

- **Les prospectus** (fiches, catalogues et notices techniques **en langue française** issues de la société mère) du matériel nécessaire pour constituer le système de Surveillance électronique objet du présent appel d'offres avec équipements relatifs aux caractéristiques principales de chaque matériel.

Les prospectus concerneront le matériel suivant :

- Postes opérateurs avec clavier joystick ;
- Serveur et Stockeur ;
- Caméra mobile PTZ et caméras fixes IP ;
- Onduleur ;
- Système hybride secouru par panneau solaire ;
- Système d'alarme et tout accessoires ;
- Système de contrôle d'accès avec lecteur biométrique multi technologie et accessoires ;
- Progiciel de gestion du système ;
- Et tout appareil proposé par le soumissionnaire.

### **2) Les tableaux comparatifs**

- **Les tableaux**, en annexe II du présent règlement de consultation, doivent être remis soigneusement remplis (**Sur format papier et sur un fichier format Excel**), renseignés et signés par le soumissionnaire.

En cas d'absence d'une pièce des prospectus ci-dessus, le non renseignement ou la non remise de l'un des tableaux objet de la présente offre technique, le concurrent concerné sera évincé.

## **Article 12 : Offre financière**

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le sous détail des prix forfaitaires ;

Par ailleurs et en ce qui concerne la présentation de ces pièces, il convient de respecter les exigences ci-après :

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du Bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du Bordereau des prix globaux et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du Bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du Bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du Bordereau des prix-détail estimatif, du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du Bordereau des prix-détail ou Bordereau des prix-global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

## Article 13 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

### 1- Contenu des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.12.349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- Le dossier administratif précité (Cf. article 11 ci-dessus) ;
- Le dossier technique précité (Cf. article 11 ci-dessus) ;
- L'offre technique précitée (Cf. article 11 ci-dessus) ;
- L'offre financière (Cf. article 12 ci-dessus).

### 2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité :

1- le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2- Ce pli contient trois enveloppes distinctes:

- a) la **première enveloppe** contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique";
- b) la **deuxième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre technique".
- c) la troisième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

3- Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

## Article 14 : Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret N° 2.12.349 précité, les plis sont aux choix des concurrents:

1. Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
2. Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;



3. Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;
4. Soit par soumission électronique à travers le portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2.12.349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis déposés ou reçus par courrier resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret 2.12.349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues à l'article 31 du décret N° 2.12.349.

#### **Article 15 : Retrait des plis**

Conformément à l'article 32 du décret 2.12.349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2.12.349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret 2.12.349

#### **Article 16 : Délai de validité des offres :**

Conformément à l'article 33 du décret 2.12.349, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **Article 17 : Délai de notification de l'approbation**

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché issu du présent appel d'offres par l'attributaire lorsqu'il est négocié.

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret 2.12.349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché issu du présent appel.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché issu du présent appel d'offres.

#### **Article 18 : Langue de présentation des dossiers**

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue arabe ou française.

#### **Article 19 : Monnaie convertible dans laquelle le prix des offres doit être exprimé**

Les prix de l'offre doivent être formulés et exprimés en Dirhams.

Cependant, le concurrent non installé au Maroc peut exprimer son prix en partie ou en totalité dans une monnaie étrangère de son choix à condition qu'elle soit directement convertible au Dirham. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

#### **Article 20 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale**

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15 %.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

#### **Article 21 : Les critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché**

##### **21.1 Critères d'admissibilité**

Le jugement des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet et se déroulera comme suit :

A la séance d'ouverture des plis, seront ouverts en premier lieu les dossiers administratif et technique.

La commission apprécie, selon les critères arrêtés dans le présent règlement, les capacités juridiques et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de

la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

## **21.2 Critères d'attribution du marché**

Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques des concurrents retenus. Cette sous-commission communiquera les résultats de cette analyse lors d'une autre séance d'ouverture des plis. La date et le lieu de cette séance doivent être communiqués à temps à tous les concurrents.

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques. Pendant cette phase, il sera procédé à l'examen des offres techniques. Un système d'appréciation sera appliqué à chaque concurrent à partir du critère suivant :

### **1) Les prospectus et tableaux comparatifs**

En cas d'absence d'une pièce des prospectus, le non renseignement ou le non remise de l'un des tableaux objet de l'offre technique citée en article 11, le concurrent concerné sera évincé.

## **21.3 Ouverture et Evaluation des offres financières**

### **Ouverture des offres financières**

Les offres financières sont ouvertes en séance publique.

Conformément aux dispositions des articles 40, 41 et 154 du décret n° 2.12.349 précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents retenus à l'issue de l'évaluation de leurs offres techniques prévue à l'article 11 ci-dessus.

### **Evaluation des offres des concurrents à huis clos**

La commission d'appel d'offres poursuit ses travaux à huis clos. Elle peut consulter tout expert ou technicien qui pourrait l'éclairer sur des points particuliers des offres présentées. Elle peut également, avant de se prononcer, charger une sous - commission pour analyser les offres présentées,

La commission écarte les concurrents dont les offres financières :

- Ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- Ne sont pas signées ;
- Expriment des restrictions ou des réserves ;
- Présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, dans le bordereau des prix et le détail estimatif.

La commission vérifie le résultat des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus. Elle rectifie s'il y a lieu les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.

## **21.4 Attribution du marché :**

La commission procède au classement des offres des concurrents retenus en vue de proposer au maître d'ouvrage l'offre la plus avantageuse, sachant que l'offre la plus avantageuse s'entend dans le présent appel d'offres, de l'offre la moins disante.

**MAITRE D'OUVRAGE**

**La Directrice de l'Agence du  
Bassin Hydraulique du Sebou  
Par Interim  
Signé Laila Misane**

**Le soumissionnaire**

Cachet et signature du soumissionnaire  
Précédé de la mention manuscrite

**ANNEXE II**

**TABLEAUX COMPARATIFS DES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES**  
**DU MATERIEL PROPOSE PAR LE SOUMISSIONNAIRE**  
**(Ci-joint sur fichier Excel)**